

CADRE RÉGLEMENTAIRE CONCERNANT LE BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI)

NOUVELLES PROCÉDURES ET OBLIGATIONS DES POLICIERS LORS D'ENQUÊTES INDÉPENDANTES

Le gouvernement du Québec vient d'adopter le *Règlement sur le déroulement des enquêtes dont est chargé le Bureau des enquêtes indépendantes (B.E.I.)*. Celui-ci entrera en vigueur le 27 juin 2016. L'Association considère essentiel que tous et chacun d'entre vous soyez informés des nouvelles règles en vigueur car vous êtes susceptibles de vous retrouver dans une situation où vous serez soumis à ces règles.

Qu'est-ce que le Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) ?

Il s'agit d'un organisme créé par la *Loi sur la police* pour mener toute enquête dont il est chargé par le Ministre de la sécurité publique.

Quels types d'enquêtes mène le BEI ?

Son mandat principal est de procéder à une enquête lorsqu'une personne, autre qu'un policier en devoir, décède, subit une blessure grave ou est blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police. Le BEI peut également être chargé par le ministre de procéder à une enquête dans le cas d'une allégation relative à une infraction criminelle commise par un policier. Enfin dans des cas exceptionnels, il peut recevoir un mandat du ministre d'enquêter sur tout autre événement impliquant un agent de la paix.

Comment va fonctionner le BEI ?

C'est dans le *Règlement sur le déroulement des enquêtes dont est chargé le Bureau des enquêtes indépendantes* que l'on retrouve l'essentiel des informations sur la façon dont ces enquêtes vont se dérouler.

Y a-t-il une distinction à faire entre les différents policiers qui ont pris part à une intervention policière enquêtée par le BEI ?

Effectivement, le règlement traite d'un policier impliqué par rapport à un policier témoin.

Qu'est-ce qu'un policier impliqué ?

C'est le policier présent lors d'un événement, soit une intervention policière ou une détention et dont les actions ou les décisions peuvent avoir contribué soit au décès, soit aux blessures graves ou aux blessures causées par une arme à feu utilisée par un policier.

Quelles sont les obligations imposées à un policier impliqué ?

- 1) Se retirer de la scène de l'événement dès que possible;
- 2) Rédiger de manière indépendante, notamment sans consultation et sans influence, un compte rendu exact, détaillé et exhaustif portant notamment sur les faits survenus lors de l'événement, le signer et le remettre aux enquêteurs du BEI dans les 24 heures suivant l'événement, à moins que le directeur du BEI ne lui accorde un délai supplémentaire.
- 3) Rencontrer les enquêteurs du BEI;
- 4) S'abstenir de communiquer avec un autre policier impliqué ou témoin au sujet de l'événement jusqu'à ce qu'il ait remis son compte rendu et qu'il ait rencontré les enquêteurs du BEI;
- 5) Rester disponible aux fins de l'enquête.

Qu'est-ce qu'un policier témoin ?

Un policier témoin est un policier en présence de qui s'est déroulé un tel événement, mais qui n'est pas un policier impliqué.

Quelles sont les obligations imposées à un policier témoin ?

Les mêmes que le policier impliqué.

On parle d'un événement où il y a un décès, une blessure grave ou une blessure par arme à feu, mais que signifie « une blessure grave » ?

Constitue une blessure grave, toute blessure physique pouvant entraîner la mort ou résultant en des conséquences physiques importantes.

Comment le policier sait-il formellement qu'il est considéré comme un policier impliqué ou un policier témoin?

Chaque enquête est menée par un enquêteur principal, lequel doit, avant de rencontrer un policier ayant pris part à l'événement, l'aviser par écrit dans les meilleurs délais qu'il est considéré comme un policier impliqué ou un policier témoin et informer ce même policier par écrit si son statut change en cours d'enquête.

Quelles sont les obligations du directeur du corps de police concerné ?

Un directeur de corps de police a certaines obligations dont :

- 1) Prendre les mesures nécessaires pour sécuriser la scène de l'événement et s'assurer de la conservation de la preuve et l'intégrité des lieux jusqu'à l'arrivée des enquêteurs du BEI;
- 2) Prendre les mesures raisonnables pour éviter que les policiers impliqués ou témoins communiquent entre eux au sujet de l'événement jusqu'à ce qu'ils aient remis leur compte rendu aux enquêteurs du BEI et qu'ils aient été rencontrés;
- 3) Transmettre au directeur du BEI tout renseignement relatif à l'événement;
- 4) Remettre au BEI tout document en lien avec l'événement.

COMMENTAIRES DE L'ASSOCIATION

Il importe de se rappeler qu'une fois l'enquête du BEI terminée, le directeur du BEI transmet le dossier d'enquête au Directeur des poursuites criminelles et pénales et, s'il y a lieu, au coroner. On ne parle donc pas ici d'une enquête de nature disciplinaire, ni d'une enquête de nature déontologique, ni même d'une enquête pour les fins d'une poursuite civile. L'enquête vise donc à déterminer si le policier impliqué pourrait faire l'objet d'une poursuite criminelle par le DPCP.

Vous êtes considéré comme un policier impliqué ou témoin, donc quelles sont vos obligations ?

La scène

- 1) Le Règlement prévoit que vous devez vous retirer de la scène de l'événement dès que possible. À cet égard, compte tenu que vous serez appelé à rédiger un compte rendu « exact, détaillé et exhaustif » tel que le stipule le Règlement, il est donc important avant de quitter la scène que vous puissiez bien noter tous les éléments que vous pouvez juger utiles pour les fins du compte rendu que vous devrez rédiger;

Le compte rendu

- 2a) En ce qui concerne la rédaction de votre compte rendu de l'événement, il est important de rappeler que ce compte rendu est obligatoire et qu'on exige de vous un document complet et cela dans les 24 heures suivant l'événement, à moins qu'on ne vous accorde un délai supplémentaire. Si votre état de santé physique ou psychologique est en cause parce que vous venez de subir un traumatisme, n'hésitez pas à dénoncer votre situation et à requérir les soins médicaux appropriés. À cet effet, il serait souhaitable d'en informer votre directeur syndical, qui est également représentant à la prévention en santé et sécurité au travail.

Vous devrez être conscient que le compte rendu que vous serez appelé à rédiger constituera une pièce majeure de l'enquête et vous devriez être dans un état d'esprit vous permettant de remplir adéquatement cette obligation légale, c'est-à-dire un compte rendu « exact, détaillé et exhaustif ». Dans le cas

contraire, demandez de l'assistance médicale et si nécessaire, demandez un délai supplémentaire pour la rédaction de votre compte rendu.

- 2b) Dans les cas où l'intervention aurait impliqué le recours à l'usage de la force, nous vous recommandons, entre autres, d'utiliser le guide de rédaction REDACTO de l'APPQ (version mai 2016). De plus, mentionnez au début de la rédaction de votre compte rendu que celui-ci est rédigé dans le respect de vos obligations légales.
- 2c) Demandez à écouter les bandes audio si vous le jugez nécessaire, de même que tout enregistrement vidéo disponible ou encore la directive pertinente du service. Si on vous refuse cet accès, nous vous recommandons d'en faire une mention spécifique dans le cadre du compte rendu que vous serez appelé à rédiger en expliquant pourquoi cela aurait été important pour votre rédaction.
- 2d) Il ne vous est pas possible lors de la rédaction du compte rendu de consulter un avocat, un représentant de l'Association ou un autre policier qui aurait été impliqué dans votre événement. Vous devez donc rédiger votre compte rendu seul et au meilleur de votre connaissance. Même si vous considérez que votre intervention s'est faite selon les normes et que vous êtes très à l'aise à cet égard, soyez attentif et rappelez-vous que vous êtes sous enquête et que le compte rendu que vous allez rédiger constitue un élément très important pour le BEI. Ce document est aussi important qu'un témoignage devant un juge. Prenez le temps de vous relire; n'affirmer que ce dont vous êtes convaincu.

La rencontre avec le BEI

- 3) Lors de la rencontre avec les enquêteurs du BEI, parce que le règlement ne le spécifie nulle part, l'Association recommande au policier impliqué de demander aux enquêteurs de lui faire les mises en garde habituelles. Rappelons que la prohibition de toute consultation se situe au moment de la rédaction du compte rendu seulement. Par ailleurs, la rencontre avec les enquêteurs du BEI constitue une étape importante et vous devez vous mettre dans le même esprit que si vous aviez à rendre un témoignage devant le tribunal. Le fait que vous soyez à l'aise avec votre intervention ne signifie pas nécessairement que d'autres ont la même perception que vous, de sorte que vous devez demeurer attentif aux questions qui vous seront posées.

À cette étape, rien dans le Règlement n'interdit au policier impliqué ou témoin de consulter un représentant de l'Association pour que celui-ci lui réfère un avocat et l'aide à remplir son formulaire d'assistance judiciaire.

- 4) Le Règlement vous ordonne également de ne pas communiquer avec un autre policier impliqué ou témoin au sujet de l'événement et ce, jusqu'à ce que vous ayez complété votre compte rendu et rencontré les enquêteurs. À ce sujet, précisons que le policier impliqué doit être rencontré par les enquêteurs du BEI dans les 48 heures suivant leur arrivée sur les lieux de l'événement, alors que pour le policier témoin ce délai est de 24 heures, à moins que le directeur du BEI n'accorde un délai supplémentaire.

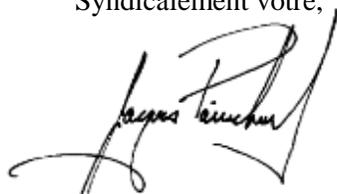
Il est clair que l'objectif recherché par le nouveau Règlement est d'éviter qu'un policier impliqué ou témoin dans un tel événement ne voit sa version contaminée ou encore qu'il ne subisse des influences qui feraient en sorte de modifier sa perception de l'événement tel qu'il est survenu.

La résultante est donc le fait que le policier impliqué ou témoin sera dorénavant isolé et il devra assumer seul la responsabilité importante qui est la rédaction de son compte rendu complet.

Rappelez-vous que, comme agents de la paix, vous avez l'obligation de rapporter les faits tels qu'ils sont survenus et que vous devez en tout temps demeurer vigilants afin que ce que vous avez dit ou ce que vous avez écrit ne soit pas interprété erronément.

Si un événement nécessitant une enquête du BEI survenait, contactez immédiatement l'officier de votre unité, lequel se chargera d'aviser votre représentant à la Santé et sécurité du travail. Ce dernier veillera à vous donner les informations utiles pour assurer la protection de votre santé et de vos droits. De plus, celui-ci communiquera avec moi pour assurer le suivi du dossier.

Syndicalement vôtre,



Jacques Painchaud
Vice-président à la Discipline et à la déontologie

P. S. : Le masculin inclut le féminin.

Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

Décret 405-2016, 18 mai 2016

Loi sur la police
(chapitre P-13.1)

Bureau des enquêtes indépendantes — Déroulement des enquêtes

CONCERNANT le Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 289.1 de la Loi sur la police (chapitre P-13.1), un règlement du gouvernement définit ce que constitue une blessure grave au sens du premier alinéa de cet article;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 289.4 de cette loi, un règlement du gouvernement établit des règles concernant le déroulement des enquêtes dont est chargé le Bureau des enquêtes indépendantes en vertu de l'article 289.2 de cette loi et que ce règlement prévoit notamment les obligations auxquelles sont tenus les policiers impliqués dans l'événement visé à l'article 289.1, les policiers qui ont été témoins de cet événement ainsi que le directeur du corps de police impliqué;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 289.20 de cette loi, un règlement du gouvernement prévoit les modalités applicables à la fourniture des services de soutien visés au premier alinéa de cet article;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 289.23 de cette loi, le règlement du gouvernement pris en vertu de l'article 289.4 peut notamment prévoir des règles relativement aux communications du directeur du Bureau avec le public et avec les membres de la famille d'une personne visée à l'article 289.1;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de règlement sur le déroulement des enquêtes dont est chargé le Bureau des enquêtes indépendantes a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 15 juillet 2015, avec avis qu'il pourrait être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QUE, à la suite de cette publication, des commentaires ont été reçus et qu'il y a lieu d'édicter ce règlement avec modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique:

QUE le Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes, annexé au présent décret, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes

Loi sur la police
(chapitre P-13.1, a. 289.1, 289.4, 289.20 et 289.23)

SECTION I

OBLIGATIONS DU POLICIER IMPLIQUÉ OU TÉMOIN ET DU DIRECTEUR DU CORPS DE POLICE IMPLIQUÉ

1. Un policier impliqué et un policier témoin doivent, lorsqu'une personne, autre qu'un policier en devoir, décède, subit une blessure grave ou est blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police :

1° se retirer de la scène de l'événement dès que possible;

2° rédiger de manière indépendante, notamment sans consultation et sans influence, un compte rendu exact, détaillé et exhaustif portant notamment sur les faits survenus lors de l'événement, le signer et le remettre aux enquêteurs du Bureau des enquêtes indépendantes dans les 24 heures suivant l'événement, à moins que le directeur du Bureau ne lui accorde un délai supplémentaire;

3° rencontrer les enquêteurs du Bureau;

4° s'abstenir de communiquer avec un autre policier impliqué ou témoin au sujet de l'événement jusqu'à ce qu'il ait remis son compte rendu et qu'il ait rencontré les enquêteurs du Bureau;

5° rester disponible aux fins de l'enquête.

Un policier impliqué est un policier présent lors d'un événement visé au premier alinéa et dont les actions ou les décisions pourraient avoir contribué au décès, aux blessures graves ou aux blessures causées par une arme à feu utilisée par un policier. Un policier témoin est un policier en présence de qui s'est déroulé un tel événement, mais qui n'est pas un policier impliqué.

Constitue une blessure grave toute blessure physique pouvant entraîner la mort ou résultant en des conséquences physiques importantes.

2. Un directeur d'un corps de police impliqué doit :

1^o prendre les mesures nécessaires pour sécuriser la scène de l'événement et pour s'assurer de la conservation de la preuve et de l'intégrité des lieux jusqu'à l'arrivée des enquêteurs du Bureau;

2^o prendre les mesures raisonnables pour éviter que les policiers impliqués ou témoins communiquent entre eux au sujet de l'événement jusqu'à ce qu'ils aient remis leur compte rendu aux enquêteurs du Bureau et qu'ils les aient rencontrés;

3^o transmettre au directeur du Bureau l'identité de la personne décédée ou blessée ainsi que la nature de ses blessures, l'identité des personnes présentes lors de l'événement, les paramètres et les limites de la scène de l'événement, les éléments de preuve recueillis afin d'en assurer la conservation ainsi que tout autre renseignement recueilli relatif à l'événement;

4^o remettre aux enquêteurs du Bureau tout document en lien avec l'événement;

5^o s'assurer que les communications faites au public au sujet de l'événement ne nuisent pas à l'enquête du Bureau;

6^o prendre les mesures nécessaires afin que le directeur du Bureau puisse assurer les communications relatives à l'enquête indépendante avec la personne blessée gravement ou blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police, et avec les membres de la famille de celle-ci ou d'une personne décédée lors d'un tel événement.

Un corps de police impliqué est un corps de police dont sont membres ou sous l'autorité de qui agissent, selon le cas, les policiers impliqués dans l'événement ou qui en sont témoins.

SECTION II ENQUÊTES PARALLÈLES

3. Le Bureau et tout autre corps de police qui mènent parallèlement une enquête basée sur des éléments de preuve ou des témoins communs doivent collaborer entre eux. Toutefois, le Bureau a préséance sur ce corps de police quant aux éléments de preuve, aux témoignages et au contrôle de la scène de l'événement.

4. Le directeur d'un corps de police qui mène une enquête parallèlement à celle du Bureau doit s'assurer que les communications faites au public ne nuisent pas à l'enquête du Bureau.

SECTION III OBLIGATIONS DU DIRECTEUR ET DES ENQUÊTEURS DU BUREAU

5. Le directeur du Bureau doit informer le directeur du corps de police impliqué lorsqu'un policier impliqué ou témoin ne respecte pas les obligations prévues au présent règlement.

Il doit également, lorsque le directeur du corps de police impliqué ne respecte pas les obligations prévues au présent règlement, en informer le ministre lorsqu'il s'agit du directeur général de la Sûreté du Québec, le conseil municipal lorsqu'il s'agit du directeur du corps de police municipal ou son employeur lorsqu'il s'agit d'un directeur d'un autre corps de police.

6. Le directeur du Bureau informe le directeur du corps de police impliqué de l'identité de l'enquêteur principal et lui transmet ses coordonnées.

7. L'enquêteur principal doit, avant de rencontrer un policier impliqué ou un policier témoin, déterminer son statut et, dans les meilleurs délais, l'en aviser par écrit. Il doit, de même, informer ce policier dès qu'il y a un changement de son statut en cours d'enquête et l'en aviser par écrit dans les meilleurs délais. Il avise également le directeur du corps de police impliqué du statut de ce policier et de tout changement de ce statut.

8. Les enquêteurs du Bureau doivent aviser le directeur du Bureau de toute situation pouvant potentiellement placer en conflit d'intérêts et compromettre leur impartialité, notamment les liens professionnels, familiaux ou sociaux, présents ou passés, qu'ils entretiennent avec un policier impliqué.

9. Les enquêteurs du Bureau assignés à une enquête doivent rencontrer tous les policiers impliqués dans les 48 heures suivant leur arrivée sur les lieux de l'événement et tous les policiers témoins dans les 24 heures de celle-ci, à moins que le directeur du Bureau n'accorde un délai supplémentaire.

SECTION IV COMMUNICATIONS DU DIRECTEUR DU BUREAU

10. Lorsqu'il communique au public l'état de ses activités, le directeur du Bureau l'informe notamment :

1^o du nombre d'enquêtes en cours;

2^o du type d'événement ayant mené à la tenue des enquêtes;

3^o du nombre de dossiers transmis au directeur des poursuites criminelles et pénales et, s'il y a lieu, au coroner;

4^o du déroulement des enquêtes terminées.

11. Dans la mesure où cela ne nuit pas à son enquête ou à une enquête parallèle, le directeur du Bureau informe le public, notamment du début d'une enquête, de son déroulement et de la transmission du dossier d'enquête au directeur des poursuites criminelles et pénales et, s'il y a lieu, au coroner.

12. Le directeur du Bureau assure les communications avec la personne blessée gravement ou blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police, et avec les membres de la famille de celle-ci ou d'une personne décédée lors d'un tel événement. Le directeur leur communique toute information pertinente relative au processus d'enquête indépendante dans la mesure où cela ne nuit pas à l'enquête.

SECTION V MODALITÉS APPLICABLES À LA FOURNITURE DES SERVICES DE SOUTIEN

13. Le directeur du Bureau, lorsqu'il requiert des services de soutien à un directeur de corps de police fournissant des services de niveau 4 ou supérieur, indique dans quel délai il les requiert et pour quelle durée.

Lorsque le directeur du corps de police visé au premier alinéa n'est pas en mesure de fournir les services de soutien requis dans le délai demandé, il en avise le directeur du Bureau et précise dans quel délai il peut le faire.

14. Le membre ou employé d'un corps de police requis pour fournir des services de soutien et le policier requis par le directeur du Bureau ou par tout membre du Bureau qu'il désigne demeurent en tout temps membres de leur corps de police.

SECTION VI DISPOSITION FINALE

15. Le présent règlement entre en vigueur le 27 juin 2016.

64907

Gouvernement du Québec

Décret 416-2016, 25 mai 2016

Loi sur la fiscalité municipale
(chapitre F-2.1)

Régime de péréquation — **Modification**

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur le régime de péréquation

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 7^o du premier alinéa de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) le gouvernement peut adopter des règlements pour établir le régime de péréquation prévu à l'article 261 de cette loi et déterminer les règles prévues au deuxième alinéa de cet article;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement sur le régime de péréquation (chapitre F-2.1, r. 11);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de règlement modifiant le Règlement sur le régime de péréquation a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 30 mars 2016, avec avis qu'il pourrait être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'un commentaire a été formulé à l'égard de ce projet de règlement;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement avec modification;